

**Autour des religions et de la laïcité:
textes intégraux de trois discours de Nicolas Sarkozy,
Président de la République Française**

Discours au Palais du Latran, 20 décembre 2007

Page 1

Allocution à Riyad, 14 janvier 2008

Page 8

Discours au dîner du CRIF, 13 février 2008

Page 15

Discours de Nicolas Sarkozy au Palais du Latran

Rome, Palais du Latran, jeudi 20 décembre 2007

Messieurs les cardinaux,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Permettez-moi d'adresser mes premières paroles au cardinal Ruini, pour le remercier très chaleureusement de la cérémonie qu'il vient de présider. J'ai été sensible aux prières qu'il a bien voulu offrir pour la France et le bonheur de son peuple. Je veux le remercier également pour l'accueil qu'il m'a réservé dans cette cathédrale de Rome, au sein de son chapitre.

Je vous serais également reconnaissant, Eminence, de bien vouloir transmettre à sa Sainteté Benoît XVI mes sincères remerciements pour l'ouverture de son palais pontifical qui nous permet de nous retrouver ce soir. L'audience que le Saint Père m'a accordée ce matin a été pour moi un moment d'émotion et de très grand intérêt. Je renouvelle au Saint Père l'attachement que je porte à son projet de déplacement en France au deuxième semestre de l'année 2008. En tant que Président de tous les Français, je suis comptable des espoirs que cette perspective suscite chez mes concitoyens catholiques et dans de nombreux diocèses. Quelles que soient les étapes de son séjour, Benoît XVI sera le bienvenu en France.

En me rendant ce soir à Saint-Jean de Latran, en acceptant le titre de chanoine d'honneur de cette basilique, qui fut conféré pour la première fois à Henri IV et qui s'est transmis depuis

lors à presque tous les chefs d'Etat français, j'assume pleinement le passé de la France et ce lien si particulier qui a si longtemps uni notre nation à l'Eglise.

C'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Eglise. Les faits sont là. En faisant de Clovis le premier souverain chrétien, cet événement a eu des conséquences importantes sur le destin de la France et sur la christianisation de l'Europe. A de multiples reprises ensuite, tout au long de son histoire, les souverains français ont eu l'occasion de manifester la profondeur de l'attachement qui les liait à l'Eglise et aux successeurs de Pierre. Ce fut le cas de la conquête par Pépin le Bref des premiers Etats pontificaux ou de la création auprès du Pape de notre plus ancienne représentation diplomatique.

Au-delà de ces faits historiques, c'est surtout parce que la foi chrétienne a pénétré en profondeur la société française, sa culture, ses paysages, sa façon de vivre, son architecture, sa littérature, que la France entretient avec le siège apostolique une relation si particulière. Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes. Et la France a apporté au rayonnement du christianisme une contribution exceptionnelle. Contribution spirituelle et morale par le foisonnement de saints et de saintes de portée universelle : saint Bernard de Clairvaux, saint Louis, saint Vincent de Paul, sainte Bernadette de Lourdes, sainte Thérèse de Lisieux, saint Jean-Marie Vianney, Frédéric Ozanam, Charles de Foucauld... Contribution littéraire et artistique : de Couperin à Péguy, de Claudel à Bernanos, Vierre, Poulenc, Duruflé, Mauriac ou encore Messiaen. Contribution intellectuelle, si chère à Benoît XVI, Blaise Pascal, Jacques Bénigne Bossuet, Jacques Maritain, Emmanuel Mounier, Henri de Lubac, René Girard... Qu'il me soit permis de mentionner également l'apport déterminant de la France à l'archéologie biblique et ecclésiale, ici à Rome, mais aussi en Terre sainte, ainsi qu'à l'exégèse biblique, avec en particulier l'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem.

Je veux aussi évoquer parmi vous ce soir la figure du cardinal Jean-Marie Lustiger qui nous a quittés cet été. Son rayonnement et son influence ont eux aussi très largement dépassé les frontières de la France. J'ai tenu à participer à ses obsèques car aucun Français n'est resté indifférent au témoignage de sa vie, à la force de ses écrits, au mystère de sa conversion. Pour tous les catholiques, sa disparition a représenté une grande peine. Debout à côté de son cercueil, j'ai vu défilé ses frères dans l'épiscopat et les nombreux prêtres de son diocèse, et j'ai été touché par l'émotion qui se lisait sur le visage de chacun.

Cette profondeur de l'inscription du christianisme dans notre histoire et dans notre culture, se manifeste ici à Rome par la présence jamais interrompue de Français au sein de la Curie, aux responsabilités les plus éminentes. Je veux saluer ce soir le cardinal Etchegaray, le cardinal Poupard, le cardinal Tauran, Monseigneur Mamberti, dont l'action honore la France.

Les racines chrétiennes de la France sont aussi visibles dans ces symboles que sont les Pieux établissements, la messe annuelle de la Sainte-Lucie et celle de la chapelle Sainte-Pétronille. Et puis il y a bien sûr cette tradition qui fait du Président de la République française le chanoine d'honneur de Saint-Jean de Latran. Saint-Jean de Latran, ce n'est pas

rien. C'est la cathédrale du Pape, c'est la « tête et la mère de toutes les églises de Rome et du monde », c'est une église chère au cœur des Romains. Que la France soit liée à l'Eglise catholique par ce titre symbolique, c'est la trace de cette histoire commune où le christianisme a beaucoup compté pour la France et la France beaucoup compté pour le christianisme. Et c'est donc tout naturellement, comme le Général de Gaulle, comme Valéry Giscard d'Estaing, et plus récemment Jacques Chirac, que je suis venu m'inscrire avec bonheur dans cette tradition.

Tout autant que le baptême de Clovis, la laïcité est également un fait incontournable dans notre pays. Je sais les souffrances que sa mise en œuvre a provoquées en France chez les catholiques, chez les prêtres, dans les congrégations, avant comme après 1905. Je sais que l'interprétation de la loi de 1905 comme un texte de liberté, de tolérance, de neutralité est en partie une reconstruction rétrospective du passé. C'est surtout par leur sacrifice dans les tranchées de la Grande guerre, par le partage des souffrances de leurs concitoyens, que les prêtres et les religieux de France ont désarmé l'anticléricalisme ; et c'est leur intelligence commune qui a permis à la France et au Saint-Siège de dépasser leurs querelles et de rétablir leurs relations.

Pour autant, il n'est plus contesté par personne que le régime français de la laïcité est aujourd'hui une liberté : liberté de croire ou de ne pas croire, liberté de pratiquer une religion et liberté d'en changer, liberté de ne pas être heurté dans sa conscience par des pratiques ostentatoires, liberté pour les parents de faire donner à leurs enfants une éducation conforme à leurs convictions, liberté de ne pas être discriminé par l'administration en fonction de sa croyance.

La France a beaucoup changé. Les Français ont des convictions plus diverses qu'autrefois. Dès lors la laïcité s'affirme comme une nécessité et une chance. Elle est devenue une condition de la paix civile. Et c'est pourquoi le peuple français a été aussi ardent pour défendre la liberté scolaire que pour souhaiter l'interdiction des signes ostentatoires à l'école.

Cela étant, la laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû. Comme Benoît XVI, je considère qu'une nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture, contre ce mélange d'histoire, de patrimoine, d'art et de traditions populaires, qui imprègne si profondément notre manière de vivre et de penser. Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, et dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire.

C'est pourquoi nous devons tenir ensemble les deux bouts de la chaîne : assumer les racines chrétiennes de la France, et même les valoriser, tout en défendant la laïcité enfin parvenue à maturité. Voilà le sens de la démarche que j'ai voulu accomplir ce soir à Saint-Jean de Latran.

Le temps est désormais venu que, dans un même esprit, les religions, en particulier la religion catholique qui est notre religion majoritaire, et toutes les forces vives de la nation regardent ensemble les enjeux de l'avenir et non plus seulement les blessures du passé.

Je partage l'avis du pape quand il considère, dans sa dernière encyclique, que l'espérance est l'une des questions les plus importantes de notre temps. Depuis le siècle des Lumières, l'Europe a expérimenté beaucoup d'idéologies. Elle a mis successivement ses espoirs dans l'émancipation des individus, dans la démocratie, dans le progrès technique, dans l'amélioration des conditions économiques et sociales, dans la morale laïque. Elle s'est fourvoyée gravement dans le communisme et dans le nazisme. Aucune de ces différentes perspectives – que je ne mets évidemment pas sur le même plan - n'a été en mesure de combler le besoin profond des hommes et des femmes de trouver un sens à l'existence.

Bien sûr, fonder une famille, contribuer à la recherche scientifique, enseigner, se battre pour des idées, en particulier si ce sont celles de la dignité humaine, diriger un pays, cela peut donner du sens à une vie. Ce sont ces petites et ces grandes espérances « qui, au jour le jour, nous maintiennent en chemin » pour reprendre les termes même de l'encyclique du Saint Père. Mais elles ne répondent pas pour autant aux questions fondamentales de l'être humain sur le sens de la vie et sur le mystère de la mort. Elles ne savent pas expliquer ce qui se passe avant la vie et ce qui se passe après la mort.

Ces questions sont de toutes les civilisations et de toutes les époques. Et ces questions essentielles n'ont rien perdu de leur pertinence. Bien au contraire. Les facilités matérielles de plus en plus grandes qui sont celles des pays développés, la frénésie de consommation, l'accumulation de biens, soulignent chaque jour davantage l'aspiration profonde des femmes et des hommes à une dimension qui les dépasse, car moins que jamais elles ne la comblent.

« Quand les espérances se réalisent, poursuit Benoît XVI, il apparaît clairement qu'en réalité, ce n'est pas la totalité. Il paraît évident que l'homme a besoin d'une espérance qui va au-delà. Il paraît évident que seul peut lui suffire quelque chose d'infini, quelque chose qui sera toujours ce qu'il ne peut jamais atteindre. [...] Si nous ne pouvons espérer plus que ce qui est accessible, ni plus que ce qu'on peut espérer des autorités politiques et économiques, notre vie se réduit à être privée d'espérance ». Ou encore, comme l'écrivit Héraclite, « Si l'on n'espère pas l'inespérable, on ne le reconnaîtra pas ».

Ma conviction profonde, dont j'ai fait part notamment dans ce livre d'entretiens que j'ai publié sur la République, les religions et l'espérance, c'est que la frontière entre la foi et la non-croyance n'est pas et ne sera jamais entre ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, parce qu'elle traverse en vérité chacun de nous. Même celui qui affirme ne pas croire ne peut soutenir en même temps qu'il ne s'interroge pas sur l'essentiel. Le fait spirituel, c'est la tendance naturelle de tous les hommes à rechercher une transcendance. Le fait religieux, c'est la réponse des religions à cette aspiration fondamentale.

Or, longtemps la République laïque a sous-estimé l'importance de l'aspiration spirituelle. Même après le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège, elle s'est montrée plus méfiante que bienveillante à l'égard des cultes. Chaque fois qu'elle a

fait un pas vers les religions, qu'il s'agisse de la reconnaissance des associations diocésaines, de la question scolaire, des congrégations, elle a donné le sentiment qu'elle agissait parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement. Ce n'est qu'en 2002 qu'elle a accepté le principe d'un dialogue institutionnel régulier avec l'Eglise catholique. Qu'il me soit également permis de rappeler les critiques virulentes dont j'ai été l'objet au moment de la création du Conseil français du culte musulman. Aujourd'hui encore, la République maintient les congrégations sous une forme de tutelle, refuse de reconnaître un caractère culturel à l'action caritative ou aux moyens de communication des Eglises, répugne à reconnaître la valeur des diplômes délivrés dans les établissements d'enseignement supérieur catholique alors que la Convention de Bologne le prévoit, n'accorde aucune valeur aux diplômes de théologie.

Je pense que cette situation est dommageable pour notre pays. Bien sûr, ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent. La désaffection progressive des paroisses rurales, le désert spirituel des banlieues, la disparition des patronages, la pénurie de prêtres, n'ont pas rendu les Français plus heureux. C'est une évidence.

Et puis je veux dire également que, s'il existe incontestablement une morale humaine indépendante de la morale religieuse, la République a intérêt à ce qu'il existe aussi une réflexion morale inspirée de convictions religieuses. D'abord parce que la morale laïque risque toujours de s'épuiser ou de se changer en fanatisme quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini. Ensuite parce qu'une morale dépourvue de liens avec la transcendance est davantage exposée aux contingences historiques et finalement à la facilité. Comme l'écrivait Joseph Ratzinger dans son ouvrage sur l'Europe, « le principe qui a cours maintenant est que la capacité de l'homme soit la mesure de son action. Ce que l'on sait faire, on peut également le faire ». A terme, le danger est que le critère de l'éthique ne soit plus d'essayer de faire ce que l'on doit faire, mais de faire ce que l'on peut faire. C'est une très grande question.

Dans la République laïque, l'homme politique que je suis n'a pas à décider en fonction de considérations religieuses. Mais il importe que sa réflexion et sa conscience soient éclairées notamment par des avis qui font référence à des normes et à des convictions libres des contingences immédiates. Toutes les intelligences, toutes les spiritualités qui existent dans notre pays doivent y prendre part. Nous serons plus sages si nous conjuguons la richesse de nos différentes traditions.

C'est pourquoi j'appelle de mes vœux l'avènement d'une laïcité positive, c'est-à-dire une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas que les religions sont un danger, mais plutôt un atout. Il ne s'agit pas de modifier les grands équilibres de la loi de 1905. Les Français ne le souhaitent pas et les religions ne le demandent pas. Il s'agit en revanche de rechercher le dialogue avec les grandes religions de France et d'avoir pour principe de faciliter la vie quotidienne des grands courants spirituels plutôt que de chercher à la leur compliquer.

Messieurs les cardinaux, Mesdames et Messieurs, au terme de mon propos, et à quelques jours de cette fête de Noël qui est toujours un moment où l'on se recentre sur ce qui est le plus cher dans sa vie, je voudrais me tourner vers ceux d'entre vous qui sont engagés dans les congrégations, auprès de la Curie, dans le sacerdoce et l'épiscopat ou qui suivent actuellement leur formation de séminariste. Je voudrais vous dire très simplement les sentiments que m'inspirent vos choix de vie.

Je mesure les sacrifices que représente une vie toute entière consacrée au service de Dieu et des autres. Je sais que votre quotidien est ou sera parfois traversé par le découragement, la solitude, le doute. Je sais aussi que la qualité de votre formation, le soutien de vos communautés, la fidélité aux sacrements, la lecture de la Bible et la prière, vous permettent de surmonter ces épreuves.

Sachez que nous avons au moins une chose en commun : c'est la vocation. On n'est pas prêtre à moitié, on l'est dans toutes les dimensions de sa vie. Croyez bien qu'on n'est pas non plus Président de la République à moitié. Je comprends que vous vous soyez sentis appelés par une force irrésistible qui venait de l'intérieur, parce que moi-même je ne me suis jamais assis pour me demander si j'allais faire ce que j'ai fait, je l'ai fait. Je comprends les sacrifices que vous faites pour répondre à votre vocation parce que moi-même je sais ceux que j'ai faits pour réaliser la mienne.

Ce que je veux vous dire ce soir, en tant que Président de la République, c'est l'importance que j'attache à ce que vous faites et à ce que vous êtes. Votre contribution à l'action caritative, à la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine, au dialogue inter-religieux, à la formation des intelligences et des cœurs, à la réflexion éthique et philosophique, est majeure. Elle est enracinée dans la profondeur de la société française, dans une diversité souvent insoupçonnée, tout comme elle se déploie à travers le monde. Je veux saluer notamment nos congrégations, les Pères du Saint-Esprit, les Pères Blancs et les Sœurs Blanches, les fils et filles de la charité, les franciscains missionnaires, les jésuites, les dominicains, la Communauté de Sant'Egidio qui a une branche en France, toutes ces communautés, qui, dans le monde entier, soutiennent, soignent, forment, accompagnent, consolent leur prochain dans la détresse morale ou matérielle.

En donnant en France et dans le monde le témoignage d'une vie donnée aux autres et comblée par l'expérience de Dieu, vous créez de l'espérance et vous faites grandir des sentiments nobles. C'est une chance pour notre pays, et le Président que je suis le considère avec beaucoup d'attention. Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance.

Je veux évoquer la mémoire des moines de Tibhérine et de Monseigneur Pierre Claverie, dont le sacrifice portera un jour des fruits de paix, j'en suis convaincu. L'Europe a trop tourné le dos à la Méditerranée alors même qu'une partie de ses racines y plongent et que les pays riverains de cette mer sont au croisement d'un grand nombre d'enjeux du monde contemporain. J'ai voulu que la France prenne l'initiative d'une Union de la Méditerranée. Sa situation géographique tout comme son passé et sa culture l'y conduisent naturellement. Dans cette partie du monde où les religions et les traditions culturelles exacerbent souvent

les passions, où le choc des civilisations peut rester à l'état de fantasme ou basculer dans la réalité la plus tragique, nous devons conjuguer nos efforts pour atteindre une coexistence paisible, respectueuse de chacun sans renier nos convictions profondes, dans une zone de paix et de prospérité. Cette perspective rencontre, me semble-t-il, l'intérêt du Saint-Siège.

Mais ce que j'ai le plus à cœur de vous dire, c'est que dans ce monde paradoxal, obsédé par le confort matériel, tout en étant chaque jour de plus en plus en quête de sens et d'identité, la France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d'affirmer ce qu'ils sont et ce en quoi ils croient. La campagne électorale de 2007 a montré que les Français avaient envie de politique pour peu qu'on leur propose des idées, des projets, des ambitions. Ma conviction est qu'ils sont aussi en attente de spiritualité, de valeurs, d'espérance.

Henri de Lubac, ce grand ami de Benoît XVI, « La vie attire, comme la joie ». C'est pourquoi la France a besoin de catholiques heureux qui témoignent de leur espérance.

Depuis toujours, la France rayonne à travers le monde par la générosité et l'intelligence. C'est pourquoi elle a besoin de catholiques pleinement chrétiens, et de chrétiens pleinement actifs.

La France a besoin de croire à nouveau qu'elle n'a pas à subir l'avenir, parce qu'elle a à le construire. C'est pourquoi elle a besoin du témoignage de ceux qui, portés par une espérance qui les dépasse, se remettent en route chaque matin pour construire un monde plus juste et plus généreux.

J'ai offert ce matin au Saint Père deux éditions originales de Bernanos. Permettez-moi de conclure avec lui : « L'avenir est quelque chose qui se surmonte. On ne subit pas l'avenir, on le fait [...] L'optimisme est une fausse espérance à l'usage des lâches [...]. L'espérance est une vertu, une détermination héroïque de l'âme. La plus haute forme de l'espérance, c'est le désespoir surmonté ». Comme je comprends l'attachement du pape à ce grand écrivain qu'est Bernanos !

Partout où vous agirez, dans les banlieues, dans les institutions, auprès des jeunes, dans le dialogue inter-religieux, dans les universités, je vous soutiendrai. La France a besoin de votre générosité, de votre courage, de votre espérance.

Allocution du Président de la République devant le Conseil Consultatif de Riyad

Riyad, lundi 14 janvier 2008

Monsieur le Président du Conseil Consultatif,
Je vous remercie des mots chaleureux par lesquels vous m'avez accueilli.
Monsieur le Président,
Messieurs les Membres du Conseil,

A travers vous j'adresse à toute la nation saoudienne le salut fraternel de la France.

Ce salut, je veux l'adresser aussi à toute la nation arabe et à toute la communauté des croyants.

Je n'oublie pas que pour tous les musulmans l'Arabie Saoudite c'est une terre sacrée où le Prophète a recueilli la parole de Dieu pour l'enseigner aux hommes. Tous les musulmans à travers le monde pensent cela de l'Arabie Saoudite.

D'ici partit il y a 14 siècles le grand élan de piété, de ferveur, de foi qui allait tout emporter sur son passage, qui allait convertir tant de peuples et faire naître l'une des plus grandes, des plus belles civilisations que le monde ait connu.

Ici, en Arabie Saoudite, ce sont les lieux les plus saints de l'Islam, vers lesquels chaque Musulman dans le monde se tourne pour prier.

Sans doute, Musulmans, Juifs et Chrétiens ne croient-ils pas en Dieu de la même façon. Sans doute n'ont-ils pas la même manière de vénérer Dieu, de le prier, de le servir. Mais au fond, qui pourrait contester que c'est bien le même Dieu auquel s'adressent leurs prières ? Que c'est bien le même besoin de croire. Que c'est le même besoin d'espérer qui leur fait tourner leurs regards et leurs mains vers le Ciel pour implorer la miséricorde de Dieu, le Dieu de la Bible, le Dieu des Evangiles et le Dieu du Coran ?

Finalement, le Dieu unique des religions du Livre.
Dieu transcendant qui est dans la pensée et dans le cœur de chaque homme.
Dieu qui n'asservit pas l'homme mais qui le libère.
Dieu qui est le rempart contre l'orgueil démesuré et la folie des hommes.
Dieu qui par-delà toutes les différences ne cesse de délivrer à tous les hommes un message d'humilité et d'amour, un message de paix et de fraternité, un message de tolérance et de respect.

Ce message, il a souvent été dénaturé. Ce message, il a souvent été détourné. Beaucoup de crimes dans l'Histoire ont été commis au nom de la religion, qui n'avaient en réalité rien à voir avec elle, qui étaient un reniement, qui étaient une trahison de la religion.

Les crimes qui ont été commis au nom de la religion n'étaient pas dictés par la piété, ces crimes n'étaient pas dictés par le sentiment religieux, ces crimes n'étaient pas dictés par la foi, ils étaient dictés par le sectarisme, par le fanatisme, par la volonté de puissance sans limite. Souvent le sentiment religieux a été instrumentalisé, souvent il a servi de prétexte pour atteindre d'autres objectifs et pour satisfaire d'autres intérêts. Et aujourd'hui, encore, je l'affirme devant vous, ce n'est

pas le sentiment religieux qui est dangereux. C'est son utilisation à des fins politiques régressives au service d'une nouvelle barbarie.

Tous ces excès, toutes ces dérives doivent-ils nous amener à condamner la religion ? Je l'affirme, je réponds non, car le remède serait pire que le mal. Le sentiment religieux n'est pas plus condamnable à cause du fanatisme que le sentiment national ne l'est à cause du nationalisme.

En tant que chef d'un Etat qui repose sur le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, je n'ai pas à exprimer ma préférence pour une croyance plutôt que pour une autre. Je dois les respecter toutes, je dois garantir que chacun puisse librement croire ou ne pas croire, que chacun puisse pratiquer son culte dans la dignité.

Je respecte ceux qui croient au Ciel autant que ceux qui n'y croient pas.

J'ai le devoir de faire en sorte que chacun, qu'il soit juif, catholique, protestant, musulman, athée, franc-maçon ou rationaliste, se sente heureux de vivre en France, se sente libre, se sente respecté dans ses convictions, dans ses valeurs, dans ses origines.

Mais j'ai le devoir aussi de préserver l'héritage d'une longue histoire, d'une culture, et, j'ose le mot, d'une civilisation. Et je ne connais pas de pays dont l'héritage, dont la culture, dont la civilisation n'aient pas de racines religieuses.

Je ne connais pas de culture, pas de civilisation où la morale, même si elle incorpore bien d'autres influences philosophiques, n'ait un tant soit peu une origine religieuse.

Dans le fond de chaque civilisation il y a quelque chose de religieux, quelque chose qui vient de la religion. Et dans chaque civilisation il y a aussi quelque chose d'universel, quelque chose qui la relie à toutes les autres civilisations.

Et d'ailleurs depuis que la civilisation est apparue face à la barbarie, depuis que les relations entre les hommes ont cessé d'être exclusivement fondées sur la brutalité et sur la violence, depuis que par un effort toujours recommencé sur lui-même l'Homme a cherché, sans toujours y parvenir, à domestiquer ses instincts, les civilisations se rencontrent, dialoguent, échangent, se fécondent les unes les autres.

Il n'y a pas de civilisation qui ne soit le produit d'un métissage. L'Occident a recueilli l'héritage grec grâce à la civilisation musulmane. Et fut la civilisation de la Grèce antique, elle le devait pour une large part à ce qu'elle avait hérité de l'Egypte et de l'Orient.

C'est peut-être dans le religieux que ce qu'il y a d'universel dans les civilisations est le plus fort. Ce sont les religions, malgré tous les forfaits qui ont pu être perpétrés en leur nom, qui nous ont les premières appris les principes de la morale universelle, l'idée universelle de la dignité humaine, la valeur universelle de la liberté et de la responsabilité, de l'honnêteté et de la droiture.

Sa Majesté le Roi Abdallah n'a pas dit autre chose en adressant aux pèlerins venus du monde entier ces paroles magnifiques de vérité et de sagesse : « Les grandes religions divines se rassemblent autour d'un certain nombre de principes communs et partagent les grandes valeurs de tolérance. Ces valeurs font dans leur ensemble l'esprit d'humanité et distinguent l'Homme des autres créatures. Je veux parler des valeurs d'intégrité morale dans la parole et l'action, la tolérance, la solidarité,

l'égalité, la dignité et le souci de cette pierre angulaire pour chaque société, à savoir la famille (...). Qu'il me soit permis, poursuit Sa Majesté, d'inviter tous ceux à qui parviendront ces mots à nous rappeler ce qui réunit les religions, les croyances et les cultures. » Lorsque Sa Majesté parle ainsi, elle parle de valeurs universelles, elle pourrait parler au nom de tous les hommes.

Cette vérité qu'il y a dans toutes les religions, les croyances et les cultures quelque chose d'universel qui permet à tous les hommes de se reconnaître comme faisant partie de l'Humanité, de se parler, de se comprendre, de se respecter, de s'aimer. Je le dis devant votre Conseil, cette vérité, car c'est bien une vérité, nous avons tous, en Arabie Saoudite comme en France, le devoir de la promouvoir parce que c'est par elle que nous pouvons vaincre la barbarie de ces barbares qui n'accordent aucun prix à la vie et à la dignité de la personne humaine.

Cette vérité nous avons le devoir de la faire reconnaître parce que sa reconnaissance est la condition de la paix, la condition de la fraternité et la condition du progrès humain.

L'Homme n'est pas sur Terre pour détruire la vie mais pour la donner.

L'homme n'est pas sur Terre pour haïr mais pour aimer.

L'homme n'est pas sur Terre pour transmettre à ses enfants moins qu'il n'a reçu mais davantage.

C'est au fond ce qu'enseignent toutes les grandes religions et toutes les grandes philosophies. C'est l'essence de toute culture et de toute civilisation.

C'est ce sur quoi nous devons fonder la politique de civilisation dont le monde a aujourd'hui un urgent besoin.

Alors mes chers amis d'Arabie Saoudite, il ne s'agit pas de chercher à imposer un modèle unique de civilisation. Ce serait répéter une fois de plus l'erreur tragique qui dans le passé a provoqué tant de malheurs.

Ce serait nier les identités.

Ce serait faire le jeu de tous les extrémismes.

Ce serait susciter non la paix et la fraternité mais la violence, la guerre et le terrorisme car rien n'est plus dangereux qu'une identité blessée, qu'une identité humiliée. Une identité humiliée, c'est une identité radicalisée.

Si la globalisation provoque tant de critiques, tant de crispations, tant de rejets, c'est d'abord parce qu'elle est trop souvent ressentie comme une menace pour les identités. La vie de l'Homme n'a pas qu'une dimension matérielle. Il ne suffit pas à l'Homme de consommer pour être heureux.

Une politique de civilisation, c'est une politique qui se donne pour but de civiliser la globalisation. C'est une politique qui intègre la dimension intellectuelle, morale, spirituelle. C'est une politique qui cherche à conjurer la menace du choc des civilisations en mettant l'accent sur ce qui réunit les hommes, par-delà ce qui les oppose.

Une politique de civilisation, c'est une politique de la diversité, c'est une politique qui fait du respect de la diversité des opinions, des cultures, des croyances, des religions un principe universel.

Mes chers amis saoudiens, la diversité ce n'est pas seulement une valeur occidentale. C'est une valeur qui doit être commune à toutes les civilisations. D'ailleurs, la diversité, c'était une valeur qui était à l'honneur à Alexandrie, à Constantine, à Cordoue.

C'est une valeur que j'ai voulu faire respecter en France en créant le Conseil du Culte Musulman.

C'est la valeur qui m'inspire quand je veux faciliter la construction de mosquées en France pour que les musulmans français puissent prier dans des lieux de culte décents.

C'est la volonté de promouvoir la diversité comme valeur qui sous-tend la politique française au Liban. Comme l'Arabie saoudite, la France ne ménagera aucun effort pour que le Parlement libanais puisse élire dans les meilleurs délais un Président en qui se reconnaîtront les composantes de la nation libanaise dans leur diversité. La France appuie sans réserve le plan de la Ligue arabe, qui rejoint en tous points ses propositions. Mais la diversité ce n'est pas bien en France, et ce n'est pas mal ailleurs. La diversité est une nécessité civilisatrice.

Une politique de civilisation, c'est une politique de solidarité, une politique de partage. C'est une politique qui ne veut pas seulement s'occuper des conséquences mais qui veut aussi s'attaquer aux causes, aux causes de la misère, aux causes de l'inégalité.

C'est une politique qui reconnaît tous les hommes et tous les peuples égaux en droits, égaux en devoirs, égaux en dignité, c'est une politique qui place la vie au-dessus de tout. C'est une politique des intérêts vitaux de l'humanité. C'est une politique de responsabilité vis-à-vis des générations futures, vis-à-vis Monsieur le Président de la planète.

C'est une politique qui veut lutter contre les dérives de la modernité, qui veut lutter contre les excès de la technique, de l'économie, de la finance, qui veut lutter contre la pollution, contre la dégradation de l'environnement. C'est une politique du développement durable.

Mais une politique de civilisation, c'est d'abord une politique de justice. Car le sentiment d'injustice nourrit la haine.

Justice pour le peuple palestinien, c'est la condition de la paix et de la sécurité d'Israël. Je salue le plan de règlement de Sa Majesté le Roi Abdallah, approuvé par la Ligue arabe. Depuis les conférences d'Annapolis et de Paris, l'espoir renaît. Une paix juste est possible avec la création dès cette année d'un Etat palestinien viable et moderne. Oui, la paix est possible ! Aucun effort ne devra être épargné pour y parvenir par la négociation entre les parties. La communauté internationale tout entière doit être prête à accompagner avec détermination la mise en oeuvre d'un accord.

La justice, nous la devons à tous les peuples opprimés, à tous les exploités, à tous ceux qui souffrent de ne pas voir reconnue leur dignité d'être humain. La justice, nous la devons à toutes les femmes, à tous les enfants martyrisés dans le monde, si nous voulons pouvoir vivre en paix sur cette Terre, si nous voulons pouvoir arracher du cœur des hommes le ressentiment et la vengeance.

C'est parce qu'elle veut œuvrer pour la justice que la France veut parler à tout le monde. Comment faire progresser la justice si l'on ne parle pas à ceux qui commettent des injustices ?

C'est pour la justice qu'au nom de la France, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, j'ai appelé le monde au partage plus équitable des rentes et à un New Deal économique et écologique à l'échelle de la planète.

C'est au nom de la justice que la France a pris l'initiative de réunir la conférence des Etats donateurs en faveur de l'autorité palestinienne.

C'est au nom de la justice qu'elle s'est engagée si fortement en faveur de la cause de l'indépendance du Liban et de la cause du Darfour où se joue l'un des plus terribles drames humains de notre époque.

C'est au nom de la justice que la France soutient que l'accès au nucléaire civil doit être un droit pour tous les peuples.

C'est au nom de la justice que la France plaide pour le codéveloppement.

C'est pour que s'apaise le sentiment d'injustice, pour que s'apaisent les rancœurs et les haines, que la France a pris l'initiative de proposer à tous les pays riverains de la Méditerranée de s'unir dans l'Union pour la Méditerranée autour de l'idée du partage, de la solidarité, de la compréhension et du respect.

Ce que propose la France, avec l'Italie et avec l'Espagne, c'est d'en finir avec le caractère profondément inégalitaire du dialogue entre le Nord et le Sud et de s'engager dans la voie d'une association où chaque pays de la Méditerranée aura une part égale.

Ce ne sera plus le Nord qui viendra donner des leçons au Sud, ce sera un échange où chacun apprendra de l'autre, ce sera un effort partagé où chacun contribuera à forger une destinée commune.

Chacun, remontant aux sources de ce qu'il est et de ce qu'il croit, retrouvera les origines communes, ce qui rapproche les religions du Livre et les civilisations qui en sont issues, et tous ensemble, je dis bien tous ensemble, héritiers du judaïsme, du christianisme, de l'Islam, nous resouvenant de ce que nous devons à l'Egypte, à la Grèce et à Rome, ayant tous ensemble dans le cœur quelque chose qui nous rattache à Alexandrie, à Jérusalem et à Cordoue, eh bien nous apprendrons à parler d'une même voix à tous les hommes d'un grand rêve de civilisation plus fort que la bêtise, plus fort que la violence, plus fort que la haine.

La politique de civilisation, c'est ce que font tous ceux qui au sein même de l'Islam - comme des autres religions - luttent contre le fanatisme et contre le terrorisme, ceux qui en appellent aux valeurs fondamentales de l'Islam pour combattre l'intégrisme. L'intégrisme, c'est la négation de l'Islam.

La politique de civilisation, c'est ce que font tous ceux qui œuvrent pour un Islam ouvert, un Islam qui se souvient des siècles où il était le symbole de l'ouverture d'esprit et de la tolérance, qui se souvient que ses savants traduisirent Aristote et Platon et qu'ils furent pendant des siècles, les savants de l'Islam, à la pointe du progrès des sciences.

La politique de civilisation, c'est ce que font tous ceux qui s'efforcent de concilier le progrès et la tradition, de faire la synthèse entre l'identité profonde de l'Islam et la modernité sans choquer la conscience des croyants.

C'est ce que fait l'Arabie Saoudite sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Abdallah.

C'est ce que fait le Président Moubarak en Egypte avec la sagesse qui est la sienne.

C'est ce que fait Sa Majesté le Roi du Maroc quand par touches successives il fait évoluer le droit des femmes.

Sur la condition des femmes, sur la liberté d'expression, l'Arabie saoudite elle aussi s'est mise en mouvement. Lentement, certes, mais qui ne serait impressionné par les changements qui se sont produits en quelques années, dans le respect de l'intégrité des lieux saints de l'Islam, qui est une exigence avec laquelle le Royaume ne peut pas transiger et qui l'oblige à être pour les croyants du monde entier un modèle de piété et de fidélité à la tradition ?

C'est à cause de cette exigence, c'est à cause de ce que représente l'Arabie Saoudite pour tous les musulmans, à cause aussi de l'autorité morale et religieuse du Roi Abdallah, que ce qui se passe chez vous est si important. Et quand en juin 2006, six femmes sont pour la première fois désignées comme administratrices du Conseil Consultatif, cela représente ici une évolution dont je mesure bien la portée et que je salue.

C'est ici, en Arabie Saoudite que le changement est le plus délicat, le plus difficile sans doute, mais c'est ici aussi, il faut que vous en ayez conscience que ce changement a la plus grande valeur symbolique, la plus grande portée pour le monde.

Le rôle d'équilibre et de modération que joue l'Arabie Saoudite n'a pas seulement une importance régionale. Il a une importance mondiale.

Votre rôle ne s'inscrit pas dans le court terme. Votre rôle s'inscrit dans la longue durée de l'histoire des civilisations.

Ici, en Arabie Saoudite, se joue le rapport de l'Islam avec la modernité. Ici, en Arabie Saoudite l'Islam démontrera une forme de modernité qui lui est propre, qui ne viendra pas détruire son identité, qui n'entrera pas en conflit avec la foi.

C'est cela qui donne à l'Arabie Saoudite une importance si grande sur la scène du monde.

Quand Sa Majesté le Roi Abdallah rencontre le Pape, ce geste a plus d'importance pour la paix et pour l'avenir de la civilisation que bien des conférences internationales.

En faisant ce geste d'une portée immense, d'une portée symbolique, il signifie au monde, ce geste, qu'aux yeux du Roi, le temps n'est plus pour les religions à se combattre entre elles, mais à combattre ensemble contre le recul des valeurs morales et spirituelles, contre le matérialisme, contre les excès de l'individualisme.

En faisant ce geste, Sa Majesté indique la voie du salut qui n'est pas dans la fermeture et dans le rejet mais dans l'ouverture aux autres et au monde.

Tout ce qui se passe ici, toute la politique de l'Arabie Saoudite, tout ce qu'exprime, tout ce que fait Sa Majesté le Roi Abdallah montre une volonté non de rejeter la modernité mais de l'appriivoiser pour la transformer, et la mettre au service d'une certaine idée de l'Homme, d'un projet de civilisation.

C'est la voie que la France, par ailleurs si différente du point de vue de sa tradition, de sa culture, de son histoire, a elle aussi choisie.

La France ne veut pas être seulement un partenaire économique stratégique pour l'Arabie Saoudite, même si dans ce domaine, comme dans le domaine scientifique ou technique, nous avons d'énormes choses à faire ensemble.

La France veut être aussi pour l'Arabie Saoudite un partenaire politique, parce que l'Arabie Saoudite et la France partagent les mêmes objectifs d'une politique de civilisation, parce que l'Arabie Saoudite et la France ont le même souci de tout faire pour que soit évité le choc des civilisations et la guerre des religions, parce que l'Arabie Saoudite et la France ont toutes deux dans le monde, chacune à sa manière, une influence morale qui leur fait un devoir de se battre pour la paix et pour la justice.

L'Arabie Saoudite et la France n'ont pas seulement des intérêts en commun. Elles ont aussi un idéal commun. Elles doivent s'unir pour le faire progresser malgré toutes les forces qui dans le monde s'y opposent.

Vous l'avez compris, Monsieur le Président, Messieurs, la France veut être l'amie de l'Arabie Saoudite.

La France veut être l'amie du monde arabe.

Une amie qui ne cherche pas à donner des leçons mais qui dit la vérité.

Une amie qui ne demande rien mais qui est là quand on a besoin d'elle.

Mesdames et Messieurs, vive l'amitié franco-saoudienne !

Vive l'amitié franco-arabe !

**Discours du Président de la République
au dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)**

Paris, mercredi 13 février 2008

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Madame et Monsieur les anciens Premier Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ministres et anciens Ministres,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Maire de Paris,
Monsieur l'Ambassadeur d'Israël en France,
Madame la Représentante de l'Autorité palestinienne,
Madame et Messieurs les Représentants des différentes religions,
Et si vous me permettez, au-delà de nos différences, Chers Amis,

Très souvent par le passé, je suis venu au dîner du CRIF. Je connais cette tradition. Je sais qu'elle est pour vous un moment de fête, un moment de retrouvailles, un moment de partage. Je sais aussi que, chaque année, de manière ouverte, comme vous l'avez fait dans votre discours Monsieur le Président, ou plus discrètement dans le secret de vos cœurs et l'intimité de vos conversations, vous faites mémoire, avec ce dîner, des circonstances tragiques qui ont conduit, en 1943, les différentes composantes du judaïsme français à s'unir pour combattre les persécutions effroyables dont les Juifs faisaient alors l'objet. De cette union clandestine est né, plus tard, le CRIF.

La mémoire a toujours été une caractéristique essentielle de votre identité. Parce que toute votre culture et toute votre histoire trouvent leurs origines dans la mémoire. La mémoire de l'alliance de Dieu avec Abraham, avec Isaac et avec Jacob. Pour les croyants, c'est d'abord la mémoire d'une promesse, la mémoire d'une espérance, la mémoire d'une Loi, transmise de génération en génération, malgré l'adversité, malgré la relégation, malgré les pogroms, malgré la déportation, malgré les persécutions. Pour chacun d'entre vous, croyants et non-croyants, pratiquants et non pratiquants, c'est aussi aujourd'hui la mémoire d'un destin exceptionnel et tragique dont les chapitres les plus récents ont disséminé vos familles, meurtri vos cœurs et, parfois même, ébranlé vos croyances.

La contribution du judaïsme à l'histoire de l'humanité a été majeure. Les Juifs n'ont pas seulement été les premiers à témoigner de la fidélité dont un peuple est capable à l'égard de son dieu. Ils ont été les premiers à témoigner de la fidélité d'un dieu à l'égard de son peuple. Pour la religion juive, la mémoire est un attribut de dieu, avant que d'être un attribut des hommes. Cette révélation a changé la perception religieuse de l'humanité, car un dieu qui se souvient, c'est un dieu qui aime. Jamais plus, après la Torah, les hommes n'ont plus parlé de dieu comme ils en parlaient auparavant.

En invitant chaque année les plus hautes autorités de la Nation à partager ce dîner de mémoire et de fête, en invitant, en particulier, le Premier ministre et cette année, pour la première fois, si j'ai bien compris, le président de la République - quelques-uns furent invités, mais tous n'eurent pas l'opportunité de répondre à cette invitation - vous entendez donc vous, Juifs de France, renouveler votre attachement absolument indéfectible à la République et à la France, cette France qui vous a

émancipés, qui a donné des droits, et qui vous a permis de pratiquer votre religion, j'y reviendrai. Nous célébrerons ensemble cette année le bicentenaire de la création du Consistoire et cette République qui vous a ensuite intégrés dans toutes les sphères de la société, sur le seul fondement de vos talents et de vos mérites, cette République que vous avez servie avec générosité, confiance, et l'engagement qui sont l'âme des vrais patriotes, cette République que nous fêtons et qui vous permet d'être à la fois profondément attachés à votre foi, à votre identité et profondément attachés à la Nation.

Mais en faisant s'asseoir chaque année aux mêmes tables les représentants des institutions juives de France et les représentants de la République, vous entendez aussi rappeler aux seconds les devoirs de leur charge, les exigences de leur fonction, les principes, les valeurs et les vertus dont la violation, par le passé, a fait vivre à notre pays ses pages les plus noires. A l'heure où s'abattaient en Europe les idéologies les plus criminelles, c'est un fait que la République d'alors vous a trahis. Tournant le dos à ses principes essentiels, pas seulement ceux de 1905, mais aussi ceux de 1789, de l'abbé Grégoire, dont vous avez parlé, et de l'Edit de Nantes, notre Nation s'est alors délitée par le haut, comme un poisson qui pourrit par la tête. Il est sain que vos invités rassemblés dans cette salle, dont certains exercent d'éminentes responsabilités, fassent mémoire de ces moments douloureux qui précipitèrent tant de familles dans l'abomination, et notre pays dans la honte.

Monsieur le Président, vous êtes né à Gdansk et je ne peux m'empêcher d'imaginer ce que cela représente d'être un nouveau-né juif, en 1945, en Pologne. Votre naissance est, en soi, une forme de miracle, tout comme le sont la fidélité et l'attachement que les Juifs de France ont toujours manifestés à l'égard de notre pays, malgré les trahisons qui leur ont été infligées. Même en 1940, quand Vichy édictait l'immonde statut des Juifs, vous saviez que la République n'était pas dans ce crime et que la France éternelle était plus grande que sa faute du moment. Une défaite n'efface pas l'histoire, une mesure d'exception peut éclipser mais ne saurait abolir nos droits et nos devoirs imprescriptibles, encore moins nos sentiments de Français avant tout. C'est ce que disaient les Juifs de France à l'époque : "Le seul réconfort qui nous soit permis est celui qui naît d'une confiance inébranlable dans un retour certain au véritable destin spirituel de cette France éternelle, de cette nation porte-flambeau". Tels sont les mots que vos prédécesseurs fonctionnaires d'Etat, responsables du Consistoire, employaient pour supplier les autorités de l'époque de rester fidèles aux principes républicains. Cette confiance, cette fidélité à la Nation française des Juifs de France, forcent le respect et l'admiration. En tant que chef de l'Etat, je me devais d'en porter témoignage.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir placé le début de votre allocution sous le signe de la laïcité. Vous m'offrez l'occasion - que j'aurais prise de toute façon - de répondre aux multiples commentaires qui ont accompagné les discours que j'ai prononcés récemment au Latran, où j'ai été si fier d'être invité, et en Arabie saoudite, où j'ai cru qu'il était si important de prononcer les mots Juifs et Israël.

Vous avez dit, Monsieur le Président, ne pas croire que les religions puissent être la seule parade contre le mal, et vous avez bien raison. Vous me permettrez d'ajouter, car je crois connaître aussi l'histoire des Juifs d'Europe, que si les religions sont en effet impuissantes à préserver les hommes de la haine et de la barbarie, le monde sans Dieu, que le nazisme et le communisme ont cherché à bâtir, ne s'est pas révélé tellement préférable.

Le drame du XXème siècle, de ces millions d'êtres projetés dans la guerre, la famine, la haine, la séparation, la déportation et la mort, n'est pas né d'un excès de l'idée de Dieu, mais de sa

redoutable absence. Le communisme voyait la religion comme un instrument de domination d'une classe sur une autre, et l'on sait les malheurs auxquels cette théorie a conduit. Le nazisme croyait dans la hiérarchie des races, une proposition radicalement incompatible avec l'enseignement du monothéisme judéo-chrétien.

Alors, il est vrai, que parmi les résistants, parmi les patriotes, parmi les Justes, il y en avait autant qui croyaient au ciel, et autant qui n'y croyaient pas. Et il est tout aussi vrai que, parmi ceux qui trahirent les Juifs et contribuèrent, de près ou de loin, à la mise en oeuvre de la solution finale, il y en avait qui se disaient chrétiens. Mais il n'y a pas une ligne de la Torah, de l'Évangile ou du Coran, restituée dans son contexte et dans la plénitude de sa signification, qui puisse s'accommoder des massacres commis en Europe au cours du XX^{ème} siècle au nom du totalitarisme et au nom d'un monde sans Dieu. C'est mon droit de défendre cette conviction.

L'attachement à la laïcité, qui n'est que l'expression, dans la sphère religieuse, du respect et de la tolérance que l'on doit aux convictions d'autrui, doit conduire chacun, comme je l'ai fait avec votre discours Monsieur le Président, à porter la plus grande attention aux propos exacts que j'ai tenus à Rome et à Riyad. Ces questions sont d'une importance trop grande, trop fondamentale, pour que l'on puisse se permettre les approximations, les amalgames et les raccourcis.

Jamais je n'ai dit que la morale laïque était inférieure à la morale religieuse. Ma conviction, voyez-vous, c'est qu'elles sont complémentaires et que, quand il est difficile de discerner le bien du mal, ce qui, somme toute, n'est pas si fréquent, il est bon de s'inspirer de l'une comme de l'autre. La première préserve des certitudes toutes faites et apporte sa rationalité. La seconde oblige chaque homme, chaque société, chaque époque, à ne pas se penser uniquement comme leur propre fin.

Et jamais je n'ai dit que l'instituteur était inférieur au curé, au rabbin ou à l'imam pour transmettre des valeurs. Mais ce dont ils témoignent n'est tout simplement pas la même chose. Le premier, l'instituteur, témoigne d'une morale laïque, faite d'honnêteté, de tolérance et de respect. Que ne dirait-on pas d'ailleurs si l'instituteur s'autorisait à témoigner d'une morale religieuse ? Le second, le curé, le rabbin ou l'imam, témoigne d'une transcendance dont la crédibilité est d'autant plus forte qu'elle se décline dans une certaine radicalité de vie.

Je souhaite que tous nos enfants reçoivent à l'école l'enseignement d'une morale laïque. Je note, à cet égard, qu'après avoir, à juste titre, abandonné l'enseignement officiel de la morale religieuse, on a abandonné également celui de la morale laïque. C'est pourquoi je défends l'idée que les deux morales sont, à l'évidence, complémentaires.

Mais je maintiens, parce que je le crois profondément, que nos enfants ont aussi le droit de rencontrer, à un moment de leur formation intellectuelle et humaine, des religieux engagés qui les ouvrent à la question spirituelle et à la dimension de Dieu.

Dieu, c'est une idée qui peut être intéressante, suffisamment en tout cas, pour marquer de son empreinte d'immenses civilisations et l'existence de milliards d'hommes. La vie, la mort, le sens de l'existence, l'origine de l'homme, la fin de l'homme. Pas un seul homme, pas une seule femme, croyant, ou incroyant qui ne posent ces questions. Je pense que si nos jeunes peuvent, à un moment de leur vie, être initiés à ces questions-là, c'est mieux que s'ils ne le peuvent pas. Ils en feront ce qu'ils en voudront, mais nul n'est en droit de présumer à leur place.

Personne ne veut remettre en cause la laïcité. Personne ne veut abîmer ce trésor trop précieux qu'est la neutralité de l'Etat, le respect de toutes les croyances, comme celui de la non-croyance, la liberté de pratiquer comme celle d'être athée. Personne ne veut abandonner le mérite, le talent, l'amour de la patrie, comme les seules vertus que la République reconnaît et récompense.

Mais est-ce que cela doit nous interdire pour autant de parler de la religion ? Est-ce que cela doit nous aveugler au point d'ignorer qu'il existe à l'évidence, après la fin des idéologies totalitaires et les désillusions de la société de consommation, une immense demande de spiritualité et de sens ? Est-ce que cela doit nous empêcher de regarder lucidement, Cher Dalil Boubakeur, la situation de l'islam de France, que je préfère de beaucoup à l'islam en France ?

Est-ce que cela doit nous détourner du rôle que nous pouvons jouer en faveur du dialogue entre les civilisations, comme je l'ai fait à Riyad, alors que ce dialogue est un enjeu majeur du XXIème siècle ? Est-ce que cela doit me priver, parce que je suis président de la République, du droit de rencontrer des prêtres, des pasteurs, des rabbins, des religieux, pour leur dire que ce qu'ils font au bénéfice des plus pauvres, que ce qu'ils font pour le réconfort des malades, pour l'éducation des jeunes, pour la réinsertion des prisonniers, est tout simplement utile et bien ? Sont-ils des citoyens de seconde zone ? Est-ce que cela doit obliger le président de la République, pour être républicain, à ne parler que de la sécurité routière, du pouvoir d'achat, de la politique spatiale, sans jamais parler des choses qui peuvent être essentielles, comme la vie, la civilisation, l'amour et l'espérance ? Est-on devenu à ce point sectaire et aveugle qu'on sorte du domaine de la politique ces questions essentielles ?

50 ans après que l'on a fait dire à Malraux que le XXIème siècle serait spirituel ou ne serait pas, 15 ans après que l'on a entendu François Mitterrand confesser croire aux forces de l'esprit, mesure-t-on la chape de plomb intellectuelle qui risque de s'abattre sur notre pays pour qu'on puisse s'offusquer qu'un président en exercice puisse dire tout simplement que l'espérance religieuse reste une question importante pour l'humanité, et que croire dans quelque chose vaut parfois mieux que croire que tout se vaut ? Voici, Mes Chers Amis, ce que j'ai dit à Rome et à Riyad. Rien de plus, rien de moins. Et comme on dit : je persiste et j'ai le plaisir de signer.

Monsieur le Président, vous avez eu la gentillesse de rappeler que je m'étais présenté comme un ami d'Israël à une époque où il valait mieux éviter ce genre de déclarations. Car il en va avec les amis d'Israël que, pour certains d'entre eux, ça varie selon les saisons. En ce qui me concerne, je ne connais pas de saison pour cette amitié, ou plutôt c'est la saison perpétuelle. Voyez-vous, à cette époque donc, j'exprimais mes convictions avec la même sincérité que celle qui m'a conduit à développer de manière littéraire un point de vue sur la laïcité, quelques mois avant les élections présidentielles. Oui, c'est vrai, je suis un ami d'Israël et j'attache une grande importance au resserrement des liens politiques, d'amitié et de coopération entre nos deux pays.

L'année 2007 aura été une année dense et fructueuse pour la relation entre la France et Israël. J'ai souhaité que la relation politique soit renforcée et que se développe un dialogue stratégique bilatéral, particulièrement nécessaire dans le monde d'aujourd'hui.

Le nombre conséquent des rencontres bilatérales de ces dix derniers mois est le signe de cette volonté. J'ai eu le plaisir, en particulier, de recevoir à Paris le Premier ministre d'Israël, M. Olmert. Bernard Kouchner s'est rendu en Israël à deux reprises et y retournera dans quelques jours. L'année 2008, c'est l'année du 60ème anniversaire de la création de l'Etat d'Israël. C'est là un événement

dont nous devons souligner l'importance. Les circonstances de la création de l'Etat d'Israël et la spécificité aussi bien historique, que géographique et politique de ce pays ne doivent pas être oubliées.

2008 sera donc une année particulière pour notre relation bilatérale. D'abord j'ai voulu que la première visite d'Etat en France depuis que je suis président de la République soit réservée au président de l'Etat d'Israël, M. Shimon Pérès. Il sera parmi nous du 10 au 14 mars et je suis particulièrement heureux que cela soit la première visite d'Etat. Cette visite illustrera la force de l'amitié qui lie nos deux peuples. Elle s'insérera comme l'un des moments historiques de la relation bilatérale. Et je me rendrai en Israël au mois de mai prochain, où je prononcerai un discours à la Knesset, et Israël sera l'invité d'honneur du prochain Salon du livre à Paris, qui constitue toujours un événement culturel majeur dans notre pays. Je veux d'ailleurs, puisque j'en suis au point où j'en suis, vous dire que La France souhaite, de toutes ses forces, l'entrée d'Israël dans la Francophonie. De même, dans le cadre de notre relation bilatérale, je suis attentif à la volonté d'Israël de développer ses liens avec l'Union européenne. Israël peut compter sur mon soutien pour impulser, dans le cadre - cela tombe bien - de la prochaine Présidence française une nouvelle dynamique à sa relation avec l'Union européenne.

Alors naturellement, le sujet qui préoccupe le plus les Israéliens et les amis d'Israël réunis ce soir, c'est l'issue du conflit israélo-palestinien. La France entend accompagner pleinement Israël dans son chemin vers une paix juste et durable dans la région. Je connais l'état d'esprit qui règne en Israël aujourd'hui. Le peuple israélien, dans sa grande majorité, estime que ce conflit n'a que trop duré. Il est temps pour les deux parties de tourner la page. Israéliens et Palestiniens doivent parvenir à un compromis historique qui permettra à chacun de se tourner vers l'avenir. Je crois que l'opinion publique dans sa sagesse y est prête.

Dans l'intérêt même d'Israël, pour sa sécurité et sa pérennité, je partage la conviction de Shimon Pérès et d'Ehud Olmert qu'un accord de paix doit permettre la création, avant la fin 2008, d'un Etat palestinien viable et moderne, aux côtés d'Israël, dans le cadre de frontières sûres et reconnues.

Après des années de défiance, Annapolis a relancé l'espoir. Le dialogue a repris. C'est un tournant historique que nous devons au courage du président Mahmoud Abbas et du Premier ministre Ehud Olmert. Nous le devons également au président Bush, qui a choisi de réengager résolument les Etats-Unis dans le processus de paix. Il n'était que temps. La Conférence de Paris de décembre dernier a relayé cette espérance. L'aide sans précédent mobilisée par cette conférence est le signe concret de la confiance de la communauté internationale dans la solution de deux Etats.

Il est primordial de traduire cet espoir dans les faits. Il est primordial de créer un choc de confiance qui suscitera une adhésion populaire au processus en cours. Pour ce faire, des avancées concrètes sont attendues sur le terrain. La sécurité est bien évidemment l'une des clés du processus de paix. Le récent attentat de Dimona est hélas venu rappeler la menace terroriste permanente et inacceptable qui pèse sur le peuple israélien. Les tirs de roquettes, que rien ne saurait justifier, doivent cesser. Le soldat franco-israélien Gilad Shalit doit être libéré. Croyez bien que je ne ménagerai aucun effort en la matière.

L'Autorité palestinienne doit poursuivre sa réforme des services de sécurité et la lutte contre le terrorisme. La France ne transigera jamais sur la sécurité d'Israël. Mais l'expérience l'a montré, et d'ailleurs je voudrais dire qu'il n'y a aucune contradiction à avoir un dialogue avec les pays arabes

et être l'ami d'Israël. Les pays arabes ont d'ailleurs parfaitement compris que qui voulait avoir une influence sur Israël devait être l'ami d'Israël parce que si on n'est pas l'ami d'Israël, on n'a aucune influence sur Israël, donc on n'est pas un facteur de paix. Donc présenter les deux choses comme une contradiction est complètement absurde. Cela n'a aucun sens, comme d'ailleurs l'a montré l'immobilisme de toutes ces dernières années. Il n'y a pas de solution militaire au conflit avec les Palestiniens et c'est l'ami d'Israël qui le dit. Il faut favoriser une solution politique, une solution négociée.

Les dirigeants israéliens doivent accepter de mettre en oeuvre sur le terrain les mesures de confiance susceptibles de renforcer Mahmoud Abbas et d'encourager les Palestiniens à soutenir le processus en cours : levée de barrages, réouverture de points de passage à Gaza pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, libération en plus grand nombre de prisonniers, réouverture des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est. Les Palestiniens doivent pouvoir disposer de leur territoire et le mettre en valeur. Je le dis parce que je le pense et je n'ai que faire de ces discours d'amitié qui ne disent jamais ce qu'ils pensent. Je le dis, la poursuite de la colonisation, qui met en cause la viabilité du futur Etat palestinien et renforce le sentiment d'injustice, est un obstacle à la paix. Et je le dis d'autant mieux que j'ai proposé un nouveau concept qui est celui de deux Etats-Nations et pas simplement de deux Etats, ce qui résoudrait le problème des réfugiés, Monsieur le Président, parce que je sais parfaitement qu'il y a deux façons de détruire Israël, l'une de l'extérieur et l'une de l'intérieur. Mais c'est facile de dire cela, ici cela passe aussi par un arrêt, je le dis comme je le pense, de la colonisation.

Un accord d'ici à la fin de l'année est parfaitement possible. Et je ne vois pas au nom de quoi cela serait plus facile dans 10 ans, dans 20 ans ou dans 50 ans. Il y a déjà eu assez de souffrance et c'est maintenant qu'il faut trouver un accord et j'irai d'ailleurs le dire auprès de l'Autorité palestinienne au mois de mai et je le dirai à la Knesset. Un ami, c'est quelqu'un qui vous dit ce qu'il pense. La meilleure chance de sécurité et de pérennité pour Israël, c'est d'avoir, à ses frontières, un Etat démocratique, un Etat viable, un Etat moderne, plutôt qu'une bande de terroristes qui prennent certains territoires en otage et une population qui a déjà beaucoup trop souffert. Alors, les leaders israéliens et palestiniens doivent poursuivre le chemin tracé à Annapolis, ils doivent refuser les pièges tendus par les radicaux des deux camps. La France, n'interférera pas dans les négociations en cours, mais la France apportera tout l'appui nécessaire pour encourager l'ensemble des parties à avancer car il s'agit d'une occasion exceptionnelle. Et la France sera au côté du peuple israélien et sera au côté des Palestiniens pour les aider à construire ensemble un avenir de réconciliation.

Je veux le redire ici avec force. La France sera toujours au côté d'Israël parce que l'existence d'Israël est une décision politique majeure du XXe siècle. Et cette existence là, elle n'est pas négociable. Et les préoccupations, face au discours du Hamas et face aux propos insensés du président iranien : Israël est légitime lorsqu'Israël est choquée des propos qu'on aimerait ne plus entendre au XXIe siècle. La France condamne ces propos. Et moi, je ne rencontrerai pas et je ne serrerais pas la main à des gens qui refusent de reconnaître l'existence d'Israël.

Concernant l'Iran, la politique de la France est simple et, me semble-t-il, compréhensible par tous :

la prolifération est une menace grave pour la sécurité internationale ; nous ne pouvons pas tolérer sans réagir que l'Iran développe de telles technologies en violation du droit international ;

il appartient à l'Iran de démontrer ses objectifs et de respecter les résolutions des Nations unies. A quoi sert l'enrichissement de l'uranium en Iran, un pays qui n'en a aucun usage civil ?

nous proposons à l'Iran un chemin, c'est l'intérêt de ce pays. Ce chemin, c'est celui de renoncer au nucléaire militaire, et je le dis parce que je le pense aussi. Ce serait une grave erreur que de considérer que le nucléaire civil est réservé à l'Occident et de vous adresser à l'ensemble des pays arabes du monde pour leur dire : l'énergie du futur, ce n'est pas pour vous, c'est pour nous.

Que tous ceux qui ne veulent pas une guerre des civilisations entre l'Orient et l'Occident se souviennent de cela. Vouloir garder pour nous l'énergie du futur, c'est condamner un certain nombre de pays à la misère et à la pauvreté. Ces pays dans la misère et la pauvreté : c'est alors là que les terrorismes et les fanatismes prospèrent. Il y a un droit à l'énergie du futur pour tous les peuples qui veulent le développement dans la paix. C'est une grave erreur que de poser comme postulat, que pour avoir droit à l'énergie du futur, il faut être occidental.

En tout cas, je ne m'associerai pas à ceux qui préparent, de façon irresponsable, un conflit de civilisations. Il faut bien réfléchir à cela. Je sais parfaitement ce que je fais, ce que je veux faire pour sortir ces pays du sous-développement, parce que le sous-développement cela veut dire la misère et la misère cela veut dire que la haine progressera. Vous savez, lorsque je le propose à l'Algérie, je ne veux pas que nous nous retrouvions un jour avec un gouvernement taliban en Algérie. Lorsque je propose le développement à l'Afrique du Nord, c'est parce que je ne veux pas que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Je le dis pour l'Iran : que l'Iran renonce à l'arme nucléaire, que l'Iran accepte les contrôles, que l'Iran respecte sa parole et l'Iran aura le droit, comme tous les autres pays, à l'énergie du futur. Croyez-moi, s'agissant d'un grand peuple et d'une grande civilisation, ils peuvent parfaitement entendre ce message. C'est un grand malheur pour eux d'avoir un président qui les entraîne dans une impasse. Je ne ferai pas l'amalgame entre un peuple et l'élite d'un moment qui tient des propos, encore une fois, inacceptables.

Alors, à partir du moment où l'Iran n'écoute pas parce que ses dirigeants n'écoutent pas, nous n'avons pas d'autre choix que de renforcer : cela passe par de nouvelles sanctions du Conseil de sécurité et de l'Union européenne et, effectivement Monsieur le Président, par la nécessaire retenue des entreprises vis-à-vis de relations économiques et financières avec ce pays. Nous l'avons dit avec le Premier ministre et la ministre de l'Economie et des Finances. Je l'ai dit aux entreprises de France, et que tous les pays européens fassent ce qu'a fait la France. Je ne veux pas d'un double langage. Il y a des sanctions à l'endroit de l'Iran. Pour nos entreprises, fuisse-t-il pour des intérêts économiques que je peux comprendre, je n'accepte pas qu'elles commercent avec un pays que nous sommes obligés de tenir en marge de la communauté internationale.

Les choses sont claires, Monsieur le Président, les entreprises, qui feraient cela, le feraient en violation de règles édictées par le gouvernement de la République française. Pas deux langages, pas deux poids et deux mesures, un seul.

Vous avez parlé de la conférence de Durban. Je vais vous le dire : la conférence de Durban en 2001 a donné lieu à des débordements intolérables de la part de certains Etats et de nombreuses organisations non gouvernementales qui ont fait de cette conférence une tribune contre l'Etat d'Israël. Personne n'a oublié.

Une conférence de suivi est prévue pour 2009. Monsieur le Président, vous m'avez interpellé. Je vous répondrai très franchement. La France n'acceptera pas que les dérives et les outrances de 2001 se répètent. Nos partenaires européens partagent les inquiétudes de la France. Celle-ci présidera l'Union européenne dans les derniers mois précédant la conférence de suivi. Je vous le dis, nous saurons nous désengager du processus si nos exigences légitimes ne sont pas prises en compte. J'estime que ma réponse est sans ambiguïté.

Je vous remercie enfin, Monsieur le Président, d'avoir fait mention, dans votre beau discours, de ce projet que je forme d'une Union pour la Méditerranée. Je voudrais vous dire, avec la simplicité qui caractérise les propos que peuvent s'échanger des amis, que je crois et que j'espère dans ce projet aussi fortement que Jean Monnet et Robert Schuman croyaient dans leur projet d'une Europe du charbon et de l'acier préfigurant une union politique des pays européens. Pour la France et pour l'Europe, le cercle formé par les pays riverains de la Méditerranée est le lieu de toutes les richesses et de tous les dangers. La Méditerranée peut devenir un fossé qui se creuse inexorablement et relègue définitivement l'Afrique aux frontières du développement et de la démocratie.

Mais elle peut aussi devenir un trait d'union de paix et de prospérité entre les peuples de ses deux rives. Ma conviction est que nous avons le pouvoir de choisir et que la politique n'a aucun sens, aucune raison d'être, si elle n'est pas capable d'oser faire le choix du rêve méditerranéen.

C'est pourquoi, le 20 décembre dernier, à Rome, avec le Premier ministre espagnol et le Premier ministre italien, j'ai lancé un appel pour la création d'une Union pour la Méditerranée. Rassemblant sur un pied d'égalité tous les pays riverains de la Méditerranée, dont naturellement Israël dont il me semble difficile d'indiquer que ce n'est pas un pays méditerranéen, cette Union aura pour objet de créer des solidarités de fait entre ses membres par la mise en oeuvre de projets concrets. Bien sûr, de nombreux obstacles se dressent, à commencer par le scepticisme, le manque d'audace, le manque d'ambition, voire le désenchantement, la perte de foi dans la politique. Mais vous connaissez cette formule, ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous ne les faisons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. Je m'en sers pour l'Union pour la Méditerranée mais les nécessaires sont innombrables.

Depuis 2002, je vous remercie de l'avoir noté, nous avons beaucoup travaillé pour combattre et enrayer l'accroissement des actes antisémites commis sur notre territoire. Tout au long de ces années, j'ai entendu dans cette salle bien des commentaires et bien des discours. Que l'on me pardonne de dire cela, mon ami Roger Cukierman ne m'en voudra pas, on a d'abord fait un premier travail : c'était de mettre les statistiques du CRIF en accord avec les statistiques du ministère de l'Intérieur. Je salue l'action de Michèle Alliot-Marie. Je voudrais dire une chose : lorsque je suis devenu ministre de l'Intérieur, je me suis dit : mais c'est curieux, mes services et les services du CRIF ne sont pas d'accord. Il y avait un problème d'honnêteté, de transparence. Cela ne sert à rien de sous-estimer facticement un drame ou un problème.

Depuis, cette polémique n'existe plus. Cela a été réglé. Je considère effectivement que, quand on incendie une synagogue, ce n'est pas seulement un bâtiment public que l'on incendie, ce n'est pas seulement une incivilité. C'est plus grave que cela, c'est un fait de racisme et d'antisémitisme. Je me souviens d'avoir créé une fameuse polémique en disant que, pendant trop longtemps, notre pays avait sous-estimé l'existence de l'antisémitisme. Je l'ai fait parce que je pensais que c'était vrai. Je ne voulais accuser personne, simplement décrire une réalité. J'ai d'ailleurs toujours été fasciné par cette propension que nous avons à expliquer l'antisémitisme. Il y a l'antisémitisme de l'extrême

droite et puis il a l'antisémitisme d'une certaine gauche, et puis il y a l'antisémitisme bourgeois, et puis l'antisémitisme qui est lié au sionisme. Mais, à l'arrivée, de quoi parle-t-on ? On parle de la folie. On parle de la bêtise. On parle de la haine. J'ai toujours pensé que quantité de colloques pour expliquer les différents chemins qui mènent à l'antisémitisme aboutiraient un jour, que l'on verrait que des chemins sont moins graves que d'autres et qu'expliquer cela, c'était, en quelque sorte, le banaliser.

Nous avons multiplié les actions. Nous avons débloqué plusieurs millions d'euros pour sécuriser, avec le Fonds social juif unifié, un certain nombre de lieux particulièrement exposés, en particulier les écoles et les synagogues. Le gouvernement vient de renouveler la convention annuelle qui le lie au fonds de solidarité de la communauté. Voilà d'ailleurs une action pour laquelle il a fallu vaincre bien des rigidités, qui n'étaient pas toutes étrangères à une conception étroite de la laïcité. Il serait tout à fait légitime pour une collectivité d'aider à la sécurisation d'un club de sport et tout à fait illégitime d'aider à la sécurisation d'un lieu de culte. Vraiment, honnêtement, je ne vois pas au nom de quoi.

Nous avons obtenu des résultats. Les faits d'antisémitisme sont en baisse dans notre pays. Notre image internationale s'est significativement redressée. Mais j'avoue que ma plus grande tristesse demeure de ne pas avoir pu empêcher, alors que j'étais ministre de l'Intérieur, le meurtre barbare d'Ilan Halimi. Nous l'avons retrouvé, il était trop tard. Croyez bien que, pour moi, cela reste un regret et un chagrin réels. Je ne sais pas si on aurait pu lui sauver la vie avant. Ce qui s'est passé là, on n'a pas le droit de l'oublier. J'ajoute que la lutte contre l'antisémitisme - pardon de vous le dire - ce n'est pas l'affaire de la communauté juive de France. La lutte contre l'antisémitisme, c'est l'affaire de la République dans son ensemble.

Chaque fois que l'on frappe ou que l'on insulte un Juif, ce n'est pas la communauté qui doit se sentir insultée ou frappée, c'est le drapeau de la République qui est entaché. Chaque fois qu'un Juif de France meurt, ce n'est pas le problème de la communauté juive de France, c'est le problème de la communauté nationale dans son ensemble.

La mémoire de la Shoah joue un rôle capital. Je sais que vous y êtes attentifs. L'Etat participera au financement du budget de fonctionnement du mémorial du Camp des Milles, Monsieur le Président, je vous l'ai promis. Vous avez évoqué, dans votre discours, le 65ème anniversaire du ghetto de Varsovie, qui sera célébré cette année. Comme la plupart d'entre vous, je connais Varsovie et, la gorge nouée par l'émotion, j'ai arpenté l'ancien quartier du ghetto, longé les quelques pans de mur qui subsistent, visité l'ancien cimetière et sur le monument commémoratif de l'insurrection du ghetto, au bord de cette esplanade battue par les vents, j'ai vu l'ombre de Willy Brandt agenouillé, geste inouï d'humilité, de sobriété, de respect et de repentance. Face à ce monument, se construit actuellement, vous en avez parlé, un musée de l'histoire des Juifs de Pologne. Il témoignera des mille ans d'histoire et de culture juives en Pologne et de l'extrême rapidité avec laquelle la haine peut entraîner toute une population dans l'horreur. La France soutient ce projet, important pour la mémoire de l'Europe et lui apportera son concours.

Mais c'est d'abord à la mémoire et à la transmission de la Shoah vers les jeunes générations que la France doit consacrer toute son attention et toute son énergie. Nous le devons aux victimes. C'est surtout notre meilleure arme contre le racisme et l'antisémitisme, et notre seule protection contre la répétition des faits et le réveil de la bête immonde. Mais cette éducation doit être suffisamment précoce pour toucher aussi les cœurs. C'est dans les premières années de l'éveil de sa conscience

qu'un enfant doit être élevé dans le rejet absolu du racisme. En même temps, je sais qu'il n'est guère facile d'initier des enfants de primaire à la complexité de la Seconde guerre mondiale et de la solution finale. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement, et plus particulièrement au ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, de faire en sorte que désormais, chaque année, à partir de la rentrée scolaire 2008, tous les enfants de CM2 se voient confier la mémoire d'un des 11.000 enfants français victimes de la Shoah. Rien n'est plus intime que le nom et le prénom d'une personne. Rien ne touche autant un enfant que l'histoire d'un autre enfant de son âge, qui avait les mêmes jeux, les mêmes joies et les mêmes espérances que lui, mais qui, à l'aube des années 40, avait le malheur de répondre à la définition de juif.

A Paris, au mémorial de la déportation, chacun verra donc le nom de l'enfant dont le souvenir lui aura été confié. Et pas un seul de nos enfants ne pourra oublier qu'en dehors de cette inscription, ce n'est qu'entre ses mains que subsiste un petit fragment de mémoire de cet enfant.

Vous m'avez appelé, Monsieur le Président, à ne pas céder sur Guy Moquet. Vous voyez, je persiste, je propose et je signe. J'espère, Mesdames et Messieurs, Mes Chers Amis, que vous avez compris que ma présence ici, en tant que chef de l'Etat, était importante car j'avais des choses à vous dire.

Je vous remercie.

(Source: Élysée)